



Commission économique pour l'Afrique

**Manuel à l'intention de
la société civile africaine**

**Le Mécanisme
Africain
d'Évaluation par
les Pairs (MAEP)**

Juin 2008



Commission économique pour l'Afrique

**Manuel à l'intention de
la société civile africaine**

**Le Mécanisme
Africain
d'Évaluation par
les Pairs (MAEP)**

Juin 2008

Acronymes	v
Remerciements	vii
 Résumé du Manuel	 ix
Objectifs du Manuel	ix
 Préface	 xiii
 Introduction	 1
Les caractéristiques des organisations de la société civile	2
 Module I Quelles sont les étapes du MAEP ?	 5
Préparation et Auto-évaluation nationale	5
Mission d’Evaluation nationale (MEN)	5
Rédaction du rapport de la mission	5
Soumission du REN et Evaluation par les pairs	6
Présentation et publication officielle du rapport	6
 Module II Quelles sont les différentes structures du MAEP?	 7
A. Niveau Continental	7
Le forum des Chefs d’Etat et de gouvernement ou Forum	7
Le Groupe des éminentes personnalités ou Panel	7
Le Secrétariat continental du MAEP	8
Le Groupe des Experts Indépendants	8
Les Institutions partenaires	8
B. Au niveau national	8
le Point focal du MAEP	8
La Commission (ou Conseil) nationale de gouvernance (CNG)	8
Le Secrétariat national du MAEP	9
Les institutions techniques de recherche (IRT)	9
 Module III Bien connaître le MAEP	 11
Qu’est-ce le MAEP?	11
Cherchons d’abord à bien comprendre le mécanisme !	11
Ce que n’est pas le MAEP	11
Le MAEP n’est pas un programme d’audit du gouvernement en place	11
Le MAEP n’est pas un club de Chefs d’Etat et de gouvernement qui s’auto-évaluent	11
Le MAEP est-il un programme de plus?	12
Est-ce un programme pour plaire aux bailleurs de fonds?	12
Le MAEP est un instrument de dialogue	12
 Module IV Quels sont les domaines identifiés par le MAEP?	 15
La gouvernance politique et démocratique	15
La gouvernance économique	15

La gouvernance des entreprises	16
Le développement socio-économique	16
Module V Comment la société civile devra-t-elle s'impliquer davantage dans le MAEP?	19
Se préparer en amont : leadership, ne pas attendre le gouvernement	19
Convaincre un large spectre d'OSC nationales	20
S'engager dans toutes les phases du processus.	20
S'impliquer dans le suivi du plan d'action	21
Niveaux relatifs d'engagement des parties prenantes (stakeholders) dans le processus	22
Module VI Quelles sont les difficultés potentielles pour la société civile en vue de s'impliquer davantage dans le MAEP et comment les éviter?	23
Les craintes des gouvernements	23
La désorganisation/dispersion de la société civile	23
Les luttes de positionnements	24
La crédibilité des personnes et des organisations agissant au nom de la SC	24
Le manque de ressources	24
La lourdeur des réseaux de concertation	25
Les obstacles liés à la complexité et à la technicité du processus	25
Module VII Comment identifier les niveaux de pouvoirs afin de mieux les influencer?	27
Le gouvernement	27
Le Panel	27
Le Secrétariat continental du MAEP	28
Les experts indépendants africains	28
Les commissions nationales de gouvernance	28
La société civile, convaincre un large spectre des OSC au niveau national	28
La presse	29
Les parlementaires	30
Les pouvoirs souvent oubliés : Sénat (système français), le conseil économique et social, le pouvoir judiciaire, etc.	31
Les partenaires au développement présents sur l'échiquier national	31
Module VIII Que retenir de l'expérience des pays pionniers ?	33
Conclusion	35
« Prendre l'initiative et adopter une bonne planification garantit la crédibilité du processus et assure la prise en compte des intérêts de la SC »	35
Figure 1: Une vue à trois dimensions de l'Etat et de la Société civile: Une vision idéale	38
Annexe 1	39
Classification internationale des organisations à But non lucratif (ICNPO) :	
Groupes principaux et sous groupes	39
Annexe 2	41
Déclaration de Douala	41
Annexe 3	45
Sources utiles	45

CNG	Commission ou Conseil National de Gouvernance
FORUM	Forum des Chefs d'Etat et de Gouvernement
ITR	Instituts Techniques de Recherche
MAEP	Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
MEN	Mission d'Evaluation Nationale
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OSC	Organisation de la Société Civile
PANEL	Groupe (Panel) des Éminentes Personnalités
PAN	Programme d'Action National
REN	Rapport d'Evaluation Nationale
UA	Union Africaine

Dans les lignes directrices du MAEP, *“L’organisation de la participation publique au processus du MAEP est en soi un aspect central pour améliorer l’état de gouvernance et le développement socio-économique du pays participant. De telles interactions peuvent établir la confiance, installer et éclairer des mécanismes mis en place pour la concertation et l’habilitation des parties prenantes”* dont la Société civile.

Forte de ces principes, la société civile, particulièrement celle venant des pays utilisant la langue de Molière (française), a au cours du Forum africain de la société civile, organisée du 22-24 mars 2007 à Addis Abeba, Ethiopie, vivement exprimé son désir de voir la Commission Economique des Nations Unies pour l’Afrique s’impliquer davantage dans le renforcement des capacités de la société civile afin que celle-ci puisse participer activement au processus du MAEP.

Au sortir de ce Forum, comme pour adjoindre l’acte à la parole, des collectifs d’organisations de la société civile de l’Afrique centrale et Afrique de l’Ouest, se sont rapprochées de la CEA pour lui demander d’apporter son soutien au renforcement de leurs capacités en concevant un manuel de formation sur le MAEP à l’intention de la société civile des pays francophones.

Le contenu du manuel est basé sur les expériences des rédacteurs et des leçons apprises dans les pays qui ont déjà fait l’objet de l’évaluation. Les huit modules contenus dans le manuel sont la résultante d’une large consultation avec toutes les parties prenantes et sont appelés à servir de cadre pour guider les organisations de la société civile dans leurs efforts de participation au processus de mise en œuvre du MAEP.

La production de ce manuel n’aurait pas été possible sans l’engagement actif du consultant M. Ousmane Deme (Publish for what you Pay) et de M. Nangnigui David Kamara, Economiste à la Division de la Gouvernance et de l’Administration Publique (GPAD), Section de la Société Civile de la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique. La révision et la finalisation du manuel ont bénéficié d’importants apports de plusieurs individus. Nous voudrions remercier ici M. Kojo Busia, chargé de l’Unité du MAEP, Mme Hodane Youssouf de l’Unité du MAEP, Mme Meaza Molla, secrétaire à Section de la Société Civile de GPAD.

La Commission Economique des Nations Unies pour l’Afrique, à travers sa Division de la Gouvernance et de l’Administration Publique est très reconnaissante envers Partenariat Afrique Canada (PAC) dont la contribution s’est avérée très louable pour la rédaction de ce manuel.

Objectifs du Manuel

Ce manuel pourvoit des conseils aux OSC et à leurs partenaires au développement sur les domaines prioritaires et les principaux points d’ancrage avec le gouvernement et les institutions étatiques pour la mise en œuvre du processus du MAEP. C’est un outil pour aider les OSC à s’engager davantage dans le processus du MAEP.

Chaque module du manuel est dédié à ces défis et reconnaît l’importance capitale à renforcer les OSC et à leur attribuer une appropriation des politiques de développement d’une nation.

Les cours sont faits pour aider les participants à apprendre comment travailler positivement avec la panoplie d’acteurs que forme la SC, le gouvernement et le secteur privé, depuis le début du processus du MAEP jusqu’à sa mise en œuvre totale, ainsi que son suivi et évaluation. Le manuel est basé sur l’expérience du consultant et du personnel de la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, principalement de la Division de la gouvernance et de l’administration publique qui ont travaillé pendant plusieurs années pour la promotion des OSC et le processus de mise en œuvre du MAEP.

Chaque module offre une vue d’ensemble des approches, activités et étapes à franchir dans le processus du MAEP avec la contribution effective de la SC. Des définitions clés sont fournies au début du manuel et les documents de référence sont mentionnés à la fin du manuel. Les annexes (tels que les principes du MAEP, les résolutions qui ont permis la création du MAEP, les autres documents du NEPAD, etc.) sont jointes au manuel. La table des matières jointe au début du manuel aidera tout lecteur à trouver facilement les paragraphes et les parties qui l’intéressent le plus.

1. La logique du manuel

Le contenu du manuel a été organisé de telle sorte qu’il pourvoie une vue pratique sur les engagements que la société civile doit prendre vis-à-vis de l’Etat et des autres parties prenantes pour sa participation effective dans le processus de mise en œuvre du MAEP. Il reconnaît que la capacité d’engagement de la SC peut conditionner sa contribution dans les différentes phases du MAEP.

Le fait de donner la possibilité à la SC de s’impliquer dans le processus entier, peut ajouter une importante dimension au projet, dimension qui manque souvent dans les programmes qui ont jusqu’ici existé. Ce qui est unique dans la SC c’est qu’elle n’appartient ni à l’Etat ni au secteur privé en tant que telle. Le processus de mise en œuvre gagnerait donc à faire impliquer tous les acteurs au développement notamment la SC, le secteur privé et l’Etat. Cependant, le cours reconnaît qu’il y a beaucoup de problèmes qui existent quant à la prise en compte de toutes les parties

prenantes dans le processus du MAEP, problème qu'il faut résoudre si la participation et l'appropriation de ce processus se veulent effectives.

2. Groupes cibles du manuel

Les participants aux différents cours ou modules du manuel devront représenter toutes les parties prenantes engagées dans le processus du MAEP. Celles-ci incluent :

- Les autorités gouvernementales (les ministères en charge de la gouvernance et du NEPAD, les Commissions nationales de gouvernance, les parlementaires et les autres ministères impliqués)
- Le secteur privé, y compris les associations professionnelles
- Les organisations de la société, y compris les organisations religieuses et d'opinion publique
- Les autres acteurs au développement et les partenaires internationaux, bilatéraux et multilatéraux.

Afin de pouvoir traiter toutes ces composantes sur le même pied d'égalité et pour qu'elles aient la même compréhension, le langage et le niveau d'instruction du manuel ont été généralisés.

En tant que matériel désigné pour une utilisation collective, les cours ont été faits en sorte de pourvoir un cadre standardisé qui peut être utilisé comme un outil d'auto instruction ou utilisé pour une formation formelle.

Le temps imparti pour couvrir tout le contenu des cours inscrits dans ce manuel dépend fortement du niveau du formateur et de ses connaissances pédagogiques, ainsi que les différents participants prenant part à ces cours. Les ateliers devront être organisés avec de petits groupes allant de trente à trente-cinq (30-35) personnes afin de permettre une interaction et une activité productive et gérable. Afin de susciter plus d'intérêt de la part des participants, il est conseillé d'inclure des sessions en groupes de travail. Celles-ci peuvent permettre une plus grande ouverture dans les échanges d'idées et de réflexions. Si possible, il faut inviter des participants de pays ayant déjà procédé à l'évaluation complète du MAEP pour partager leurs expériences en la matière.

3. Structure des cours

Le manuel est divisé en cinq modules démontrant comment la SC peut continuellement participer aux différentes phases du processus de mise en œuvre du MAEP. En sus, une préface, une introduction et une conclusion y sont incluses pour expliquer quelques concepts clés et comment la SC peut effectivement s'engager dans les différentes parties du processus. Ces sujets sont inscrits au début du manuel afin de construire un cadre de compréhension sur l'engagement de la SC.

Module I

Le premier module fait découvrir les cinq étapes du MAEP qui sont :

- a) la Préparation et l'Auto Evaluation nationale ;
- b) la Mission d'Evaluation nationale ;

- c) la Rédaction du rapport de la mission ;
- d) la Soumission du REN et l’Evaluation par les pairs ;
- e) la Présentation et publication officielle du rapport.

Module II

Le deuxième module s’intéresse aux différentes structures du MAEP qui sont classées à deux niveaux : le niveau continental et le niveau national.

Module III

Ce module apporte des éléments de réponses aux nombreux questionnements que les organisations de la société civile se posent quant à leur implication efficace dans le processus du MAEP. Le manuel présente quelques points récurrents dans la méconnaissance ou l’ignorance du MAEP par une grande partie de la société civile.

Module IV

Ce module présente les domaines qui ont été identifiés par le MAEP pour subir l’évaluation. Ils incluent:

- La gouvernance politique et démocratique,
- La gouvernance économique ;
- La gouvernance des entreprises ;
- Le développement socio-économique.

Module V

Le module indique comment l’implication de la société civile dans le processus du MAEP peut être effective. A cet effet, le module conseille à la société civile de ne pas attendre l’invitation du gouvernement pour commencer à envisager ou planifier son rôle dans le processus MAEP.

Module VI

Ce module démontre les difficultés que rencontre la société civile dans ses efforts d’implication dans le processus du MAEP.

Module VII

Le module 7 amène à réfléchir sur les niveaux des pouvoirs que les OSC devront influencer pour occuper leur place dans le processus du MAEP.

Module VIII

Le module 8 décrit quelques expériences des OSC des pays pionniers tels que l’Afrique du Sud, l’Algérie, le Ghana, le Kenya, le Rwanda, etc.

Adopté en mars 2003 à Abuja (Nigeria) lors du 6^e sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Mécanisme africain d'Evaluation par les pairs (MAEP) constitue l'élément majeur et innovateur issu de l'ambitieux NEPAD. Regroupant à ce jour vingt-huit Etats africains membres de l'Union africaine, il ne comptabilise que sept pays africains au processus achevé¹, enclenchant ainsi la dynamique de démarrage des prochaines Evaluations nationales dans d'autres pays.

Le MAEP est en phase d'apporter une contribution inégalable dans la promotion de la bonne gouvernance et à l'avènement d'une culture de dialogue politique en Afrique. En tant que processus participatif, consultatif et ouvert, il repose sur deux piliers qui en assurent la crédibilité. Il s'agit de la compétence technique qui limite les tentatives de politisation du processus et du principe d'inclusion qui instaure l'obligation de permettre une participation de tous les acteurs nationaux aux Evaluations. De plus, l'adoption d'un plan d'action nationale à mettre en œuvre pour apporter des solutions concrètes aux problèmes décélés est la plus-value majeure du MAEP par rapport à plusieurs autres initiatives passées ou présentes.

Premier mécanisme du genre en Afrique, le MAEP renferme un réel potentiel à même de favoriser une démocratie participative pouvant mobiliser les énergies politiques et économiques du continent. Il sert de double contrat entre d'une part les gouvernements africains et leurs citoyens, et d'autre part entre l'Afrique et ses partenaires au développement. Mais au delà de toute autre considération, le MAEP procure un forum où une voix africaine s'adresse aux Africains, renforçant de ce fait l'appropriation par les peuples des enjeux relatifs au développement en général et à la gouvernance en particulier.

L'on peut qualifier le MAEP de nouveau contrat social dans la mesure où c'est la nature du lien entre les gouvernements africains et leurs citoyens qu'il vise à transformer qualitativement. Le lancement du NEPAD en 2001 était déjà l'affirmation du leadership politique des Etats africains soucieux de forger un nouveau partenariat avec les acteurs majeurs que sont le secteur privé et la société civile. L'Union Africaine reconnaissant que le secteur privé et la société civile sont des acteurs centraux en matière de gouvernance et de développement, a mis l'accent sur le renforcement des partenariats entre Etat, secteur privé et société civile. Le but étant de favoriser une participation citoyenne effective dans les cruciaux domaines de gouvernance et de développement.

De l'analyse des premières expériences des pays pionniers, il ressort nettement que les succès enregistrés par le MAEP dépendent en large partie de l'implication de la société civile au niveau national, régional et continental. C'est pour cette raison qu'il

¹ A la date d'aujourd'hui 30 juin 2008, le Ghana, le Rwanda, le Kenya, l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Bénin et le Burkina Faso ont terminé leurs Evaluations. Le Nigeria et l'Uganda sont en attente de passer devant les pairs.

est important de renforcer cette dynamique et de plaider en faveur de sa plus forte adhésion dans les Evaluations à venir.

Tout en constituant un défi de taille pour l'ensemble des acteurs que sont l'Etat, le secteur privé et la société civile africaine, le MAEP ne représente pas moins une formidable plateforme pour faire avancer des préoccupations traditionnelles de la société civile. Celle-ci doit saisir cette opportunité pour influencer la manière dont le processus est conduit au niveau national, le contenu des rapports d'évaluation nationale ainsi que le plan d'action national. De cette manière elle peut favoriser l'émergence d'un débat national sur la gouvernance en y mettant en évidence son agenda, les acquis qu'elle a obtenu au fil de ses nombreux combats, ainsi que les obstacles auxquels elle fait généralement face. Ses réussites et ses échecs sont autant d'éléments importants qui peuvent lui permettre de contribuer positivement à l'élaboration des diagnostics nécessaires à la réalisation des rapports d'évaluation nationale des pays adhérents. Elle peut à travers ce mécanisme préserver sa capacité d'influence en faisant entendre sa voix, en contribuant concrètement à l'identification et à l'analyse des causes de la mal gouvernance, à proposer des solutions et à s'impliquer dans leur mise en œuvre.

Comme processus ouvert et participatif le MAEP engage les parties prenantes à construire une plateforme de dialogue national sur la gouvernance et sur tous les programmes de développement socio-économiques. Ce faisant, il renforce la transparence des processus de prises de décisions publiques et fonde la confiance nécessaire dans la poursuite des objectifs communs de développement national. Par conséquent, le succès du MAEP dépend essentiellement de la volonté de promouvoir la participation de tous les acteurs significatifs aussi bien aux évaluations qu'à la mise en œuvre des plans d'action nationaux. Il peut fournir une belle plateforme pour les gouvernements africains, le secteur privé, la société civile et ses partenaires externes pour discuter et créer un consensus sur l'Etat de la gouvernance au niveau national.

En ce qui a trait à l'évaluation par les pairs proprement dite, le MAEP est un cadre de revue systématique du niveau de performance d'un pays par ses pairs africains dans le but d'aider le pays évalué à adopter les pratiques optimales devant inclure des améliorations globales dans tous les aspects et niveaux de gouvernance. En outre, il permet d'aboutir à l'établissement de bases de comparaisons pertinentes entre Etats africains adhérents en matière de gouvernance.

Il est à noter qu'il est indispensable que les participants et les instructeurs se mettent d'accord sur les termes et concepts principaux utilisés dans ce manuel. Les paragraphes suivants vont donc être dédiés à expliquer ce que c'est que la société civile, pourquoi ce secteur est-il unique en son genre, comment travailler concrètement avec les acteurs de ce secteur et comment les autres parties prenantes notamment le gouvernement et le secteur privé peuvent travailler en synergie avec la société civile pour parvenir à la pratique d'une bonne gouvernance et par delà à un développement auto entretenu. Il va aussi se concentrer sur ce qu'est la gouvernance et quels sont les bienfaits que peut apporter celle-ci à un pays donné



« La bonne gouvernance signifie la création d'institutions politiques et juridiques sérieuses et qui fonctionnent bien, des institutions que les citoyens considèrent comme étant légitimes, qui leur confèrent le pouvoir, et au sein desquelles ils prennent part à la prise de décisions qui affectent leurs vies quotidiennes ». (Kofi A. ANNAN, 1998).

Qu'est-ce la société civile ?

La société civile est souvent considérée comme un des trois secteurs d'une nation moderne notamment : le secteur public (gouvernement) ; le secteur privé (les entreprises et le marché) et le secteur volontaire (société civile). Des fonctions et rôles spécifiques sont alloués à chaque secteur dans le développement d'un pays et chaque secteur est distinct de l'autre mais très liés les uns aux autres (voire schéma 1) page 50.

Le bon fonctionnement de la société civile et ses démembrements, au niveau national et local dépend en grande partie des caractéristiques sociales, économiques et politiques des pays. Mais malgré que les agences et autres entités gouvernementales et les entreprises ne fassent pas partie de la société civile, les acteurs de ce dernier secteur peuvent avoir de nombreux rôles à jouer dans les deux autres secteurs. Par exemple, un homme d'affaires travaillant dans le secteur privé peut être membre actif de la chambre de commerce et d'industrie locale ou membre de la commission gouvernementale du commerce. Alors que l'association de commerce est considérée comme étant partie de la société civile, son entreprise et l'entité gouvernementale n'en font pas partie.

L'engagement civique et les actions collectives de la société civile

Le secteur de la société civile est unique en son genre parce qu'il offre aux citoyens un forum leur permettant de se retrouver volontairement ensemble autour de

valeurs, d'idéaux et d'intérêts communs². L'espace ainsi créé permet aux institutions de l'Etat et les membres de la société civile de mener des consultations entre eux, d'échanger des points de vue et de s'informer sur les problèmes de la nation. Cette interaction peut se faire à travers des canaux plus ou moins officiels et formels telles que les organisations et institutions, ainsi qu'à travers des actions collectives ou individuelles des citoyens.

L'engagement civique est la résultante de l'implication des populations dans les domaines économiques, sociaux, culturels et politiques de la société qui affectent leur vie. C'est pourquoi un climat apaisé et incitatif pour les engagements civiques, renforcé et régi par des mesures législatives et politiques peut permettre aux citoyens d'agir et d'avoir l'opportunité pour des actions collectives formelles et informelles.

Il est à noter que quand une action collective émane de la société civile pour s'inscrire dans celle du gouvernement, elle peut pourvoir un mécanisme puissant de renforcement de l'impact des politiques gouvernementales. Ce qui veut dire qu'à travers une action collective, le gouvernement se trouve sous pression et devient plus responsable et redevable vis-à-vis des citoyens et améliore la délivrance des services publics.

Les caractéristiques des organisations de la société civile

Les organisations de la société civile représentent les canaux à travers lesquels des actions collectives peuvent être entreprises. A l'exception de leur rôle de défenseurs des intérêts communs, les organisations de la société civile peuvent servir de conduits pour régler les problèmes dont font face les citoyens d'une nation, en relation avec la délivrance de services de base, la politique gouvernementale de développement socio-économique, etc.

L'éventail de responsabilités reflète sur les différentes organisations et institutions qui peuvent être classées comme organisations de la société civile. Ainsi, les associations professionnelles et les syndicats sont également considérés comme étant des organisations de la société civile au même titre que les organisations culturelles et religieuses. Les médias indépendants, les organisations de secours, les institutions académiques et de recherche font tous partie de la société civile.

Les organisations de la société civile sont pour ainsi dire thématiquement diverses mais ont aussi quelques traits qui caractérisent leur structure. Donc une organisation de la société civile est :

- Une organisation, avec des opérations quotidiennes et régulières ;
- Possédée, gérée et opérée par des privés qui ne sont pas considérés officiellement comme faisant partie de l'Etat ;
- Non lucrative, ne distribue pas de bénéfices à des actionnaires ou à un conseil d'administration et ne sont pas impliquées dans des activités commerciales ;
- Autogérées : c'est-à-dire, elles contrôlent leurs propres affaires

Volontaires : l'adhésion est libre et les membres ne sont pas tenus légalement à participer. A une certaine limite, l'adhésion peut être obligatoire pour permettre

² Pour plus d'information voir les résultats des recherches de « Global Perspective », Alan Fowler.

au membre de pratiquer formellement sa profession (syndicats) ou sa religion (les églises, les mosquées, les temples).

Pour mieux arriver à une définition standard et qui puisse satisfaire chaque pays, Lester Salomon, Helmut Anheier et consort, ont mis en place une Classification Internationale des Organisations à but non lucratif (ICNPO). Celle-ci permet de diviser les organisations de la société civile en groupes et sous groupes basées sur une ligne thématique (voir Annexe1).

Module I

Quelles sont les étapes du MAEP ?

Le MAEP est exécuté en cinq (5) différentes phases. Ces dernières, clairement détaillées dans les documents de base, sont les suivantes :



Préparation et Auto-évaluation nationale

A ce niveau s'établissent des négociations initiales entre le Secrétariat continental du MAEP et le pays à évaluer. Il s'ensuit une mission de soutien de pays et la signature du memorandum d'entente, qui définit les paramètres objectifs du travail à accomplir. Le pays, ayant pris connaissance des directives en la matière, met en place le Point Focal du MAEP et la commission (ou conseil) nationale de gouvernance pour enclencher le processus. Les programmes de recherches et de consultation sont également esquissés. Le Point focal national est nommé dès que le pays adhère au processus, avant la signature du memorandum.

Subséquemment, le pays faisant l'objet d'une Evaluation entreprend sur la base des documents actualisés préparés par le Secrétariat du MAEP et des autres documents fournis par les institutions internationales (telle que la CEA), nationales, sous-régionales et régionales, son auto-évaluation sur les quatre domaines identifiés.

Cette phase donne lieu à la production du rapport national d'auto-évaluation (RNA) et du programme d'action national (PAN).



Mission d'Evaluation nationale (MEN)

Cette phase est menée par un groupe d'experts africains indépendants sous la supervision du Panel et du Secrétariat. Le groupe d'experts évalue l'intégrité du processus du pays et effectue des consultations approfondies sur les grandes questions de gouvernance avec le gouvernement, les hauts responsables, les partis politiques, les parlementaires, les représentants des organisations de la société civile (y compris les médias, les intellectuels, les syndicats, les associations professionnelles) et le secteur privé. Lorsque des craintes subsistent sur la crédibilité du processus ou quelques faiblesses sont observées, le Groupe des experts peut décider d'entreprendre des recherches et des consultations complémentaires.



Rédaction du rapport de la mission

Sur la base de l'ensemble des informations recueillies lors de la recherche préliminaire, la mission d'Evaluation, le RNA et le PAN, le Secrétariat continental du MAEP et le Panel rédigent le rapport d'Evaluation nationale (REN). Ce rapport est envoyé au pays concerné pour d'une part prendre connaissance de son contenu; et d'autre part faire des commentaires, si cela est nécessaire. Quelles que soient les réactions du

pays, le contenu du rapport reste inchangé. Les commentaires du pays évalué sont annexés au document. Cette procédure évite la manipulation politique des contenus des rapports par les Etats.



Soumission du REN et Evaluation par les pairs

Le Secrétariat continental soumet le REN au Forum des Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats parties du MAEP. C'est à partir de cette étape que l'évaluation par les pairs proprement dite commence. Cette Evaluation par les pairs repose essentiellement sur un dialogue dit constructif qui n'envisage pas concrètement des mesures coercitives en cas de défaillance d'un Etat membre. L'évaluation par les pairs du MAEP privilégie l'apprentissage, l'échange et l'enrichissement mutuel à travers les bonnes pratiques.



Présentation et publication officielle du rapport

Six mois –au plus tard- après que le Forum ait discuté du contenu, le REN est présenté officiellement et publiquement aux structures régionales et sous-régionales tels que le parlement panafricain, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, le Conseil de paix et de sécurité envisagé, et le Conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) de l'Union africaine. Le rapport est rendu public.

Module II

Quelles sont les différentes structures du MAEP?

Le MAEP est composé de structures à deux niveaux, à savoir au niveau continental et au niveau national.



Niveau Continental



1 Le forum des Chefs d'Etat et de gouvernement ou Forum

C'est l'organe le plus élevé du MAEP. Il comprend l'ensemble des Présidents et des Premiers ministres des Etats adhérents au MAEP. Le Forum a pour tâche de faire l'évaluation des pairs. Il se réunit deux fois par année, souvent en marge des sommets de l'Union Africaine (UA).



2 Le Groupe des éminentes personnalités ou Panel

Composition du Panel (200-2008)

Professeur Adebayo Adedeji du Nigéria (Président)
Professeur Dorothy Njeuma du Cameroun (Membre)
Mme Marie-Angélique Savané du Sénégal (Membre)
Professeur Mohammed Seghir Babés de l'Algérie (Membre)
Ambassadeur Bethuel Kiplagat du Kenya (Membre)
Dr Graça Machel du Mozambique (Membre)
Dr Chris Stals de l'Afrique du Sud (Membre)

Ce Panel assure la supervision du processus d'évaluation et veille particulièrement à l'intégrité du processus. Ses membres jouissent d'une grande intégrité morale et ont fait la preuve de leur engagement envers les idéaux du panafricanisme.

Les missions et les attributions du Panel sont définies dans une Charte qui précise les modalités de soumission de rapports aux Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats parties. Cette charte garantit l'indépendance, l'objectivité et l'intégrité du Forum.

A l'occasion du sommet des chefs d'Etats et de gouvernement tenu à Accra (Ghana), les dirigeants africains ont désigné le Professeur Adedeji comme nouveau Président du Panel pour 2007-2008.



Le Secrétariat continental du MAEP

Sis à Midrand (Afrique du Sud), le Secrétariat continental est chargé de : mettre en place une base de données sur la situation politique et économique dans tous les Etats parties ; élaborer les documents de base pour les équipes d’Evaluation par les pairs ; proposer les indicateurs de performance et suivre la performance de chaque pays.

Le Forum repose sur le Secrétariat continental, qui lui fournit les capacités techniques appropriées pour accomplir le travail analytique nécessaire au processus d’Evaluation par les pairs.



Le Groupe des Experts Indépendants

C’est un groupe composé de 15 à 20 experts africains choisis sur la base de leurs compétences intrinsèques. Sous la présidence d’un membre du Forum et la coordination du Secrétariat continental, ils mènent les Evaluations nationales et sont libres de toute influence politique.



Les Institutions partenaires

Présentement, il existe trois partenaires techniques du MAEP. Il s’agit de la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ces partenaires fournissent des services de soutien, de conseil et d’appui technique. Les experts de ces institutions partenaires participent aux missions de soutien national et aux missions d’Evaluation nationale.



Au niveau national :



le Point focal du MAEP

Conformément aux directives du MAEP, chaque pays adhérent doit s’engager à mettre en place, un Point focal du MAEP qui est le répondant direct au niveau national du Secrétariat continental. En d’autres termes, le Point focal, généralement un fonctionnaire de l’Etat, fait le lien entre le Secrétariat continental du MAEP et le pays. En général, c’est un Ministère qui l’abrite.



La Commission (ou Conseil) nationale de gouvernance (CNG)

La Commission ou Conseil national de gouvernance est l’entité chargée de l’exécution du processus au niveau national. Elle doit être composée de représentants de l’Etat, du secteur privé et de la société civile. La CNG est le garant de l’intégrité du processus

au niveau national. Sa composition doit refléter la sociologie des acteurs et des institutions du pays. Au vu des premières expériences dans les pays pionniers, il émerge une jurisprudence voulant que cette entité soit présidée par une personnalité indépendante, de préférence un membre de la société civile. Au terme du processus de mise en fonction, la CNG conduit l'auto-évaluation et par voie de conséquence produit le REN et le Programme d'Action National (PAN).



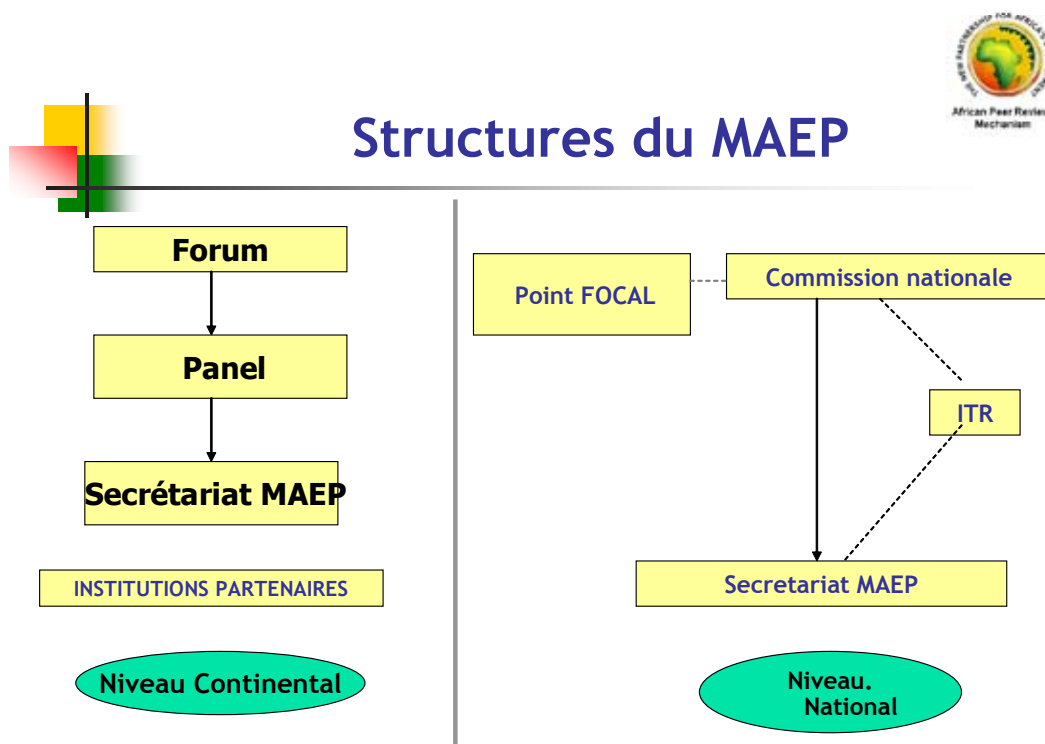
Le Secrétariat national du MAEP

Certains pays ont décidé de créer un secrétariat national du MAEP, qui fournit à la CNG le soutien administratif et technique nécessaire à son bon fonctionnement.



Les institutions techniques de recherche (IRT)

Conformément aux principes du MAEP, le processus du MAEP doit reposer sur la base de compétences techniques garantissant sa crédibilité. A cet effet, l'on recourt à des acteurs et à des instituts de recherche ou tout autre organe dotés de capacités avérées. Ceux-ci auront pour mission de conduire les recherches nécessaires à la production du REN et du PAN.



Source : Secrétariat continental du MAEP

Cherchons d'abord à bien comprendre le mécanisme !



Qu'est-ce le MAEP?



Ce que n'est pas le MAEP

Il convient dans un premier temps de discuter de quelques points récurrents dans la méconnaissance ou l'ignorance du MAEP.



Le MAEP n'est pas un programme d'audit du gouvernement en place

Le MAEP n'est pas un lieu de dénonciation des personnes ou des institutions politiques en place. C'est un mécanisme qui vise à créer les conditions objectives d'un débat national consensuel sur la gouvernance. Dans cet esprit, il faut comprendre le MAEP comme un levier à partir duquel se construisent les analyses visant à identifier les causes structurelles de la mauvaise gouvernance et des problèmes de développement socio-économique.



Le MAEP n'est pas un club de Chefs d'Etat et de gouvernement qui s'auto-évaluent

La déclinaison -mécanisme africain d'Evaluation par les pairs- conduit souvent à une confusion majeure, consistant à voir le MAEP comme un programme de Chefs d'Etat et de gouvernement qui entreprennent de se soumettre collectivement à un examen par les pairs. Certes, le MAEP est une initiative des leaders politiques africains qui acceptent de soumettre leurs pays à l'examen critique des pairs. Cependant, cette dimension du processus n'est pas exclusive. Le processus du MAEP est prioritairement un exercice national à travers lequel l'ensemble des acteurs nationaux s'engage dans un partenariat franc et ouvert en vue de promouvoir la bonne gouvernance et d'améliorer le développement socio-économique. Par conséquent, c'est la partie

nationale du processus qui présente un intérêt particulier pour les acteurs de la société civile soucieux d'apporter leur contribution nationale au MAEP. C'est à ce niveau que l'attention et le travail des OSC doivent être portés.



Le MAEP est-il un programme de plus?

L'une des difficultés rencontrées dans la mobilisation des acteurs de la société civile en faveur d'une implication dans le MAEP vient du fait que ce mécanisme est perçu comme un *programme de plus*. L'échec de maintes initiatives passées semble entraîner une sorte de lassitude au niveau de plusieurs acteurs des OSC. De plus, l'abondance des initiatives des partenaires au développement en faveur de l'Afrique et les multiples efforts que cela exige, implique une limitation conséquente du temps et des ressources. Dès lors, l'un des arguments majeurs à faire valoir pour susciter ou renforcer l'adhésion de la société civile dans ce mécanisme c'est l'exigence de résultats fixés dans les plans d'action nationaux. C'est là un lieu où des résultats tangibles peuvent être mesurés. Par ailleurs, le caractère inclusif et participatif du MAEP ne doit pas être compris comme une simple déclaration pieuse; mais plutôt une opportunité réelle permettant aux OSC de jouer un rôle central et décisif dans la promotion de la bonne gouvernance et l'amélioration du niveau de développement socio-économique.



Est-ce un programme pour plaire aux bailleurs de fonds?

Certaines critiques du MAEP soutiennent qu'il s'agit d'un mécanisme concocté par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains qui, dans leur lancée du NEPAD, cherchaient exclusivement à convaincre les partenaires au développement et les investisseurs privés à drainer des capitaux sur le continent. En d'autres termes, le MAEP est compris par ces sceptiques comme étant une initiative tournée vers l'extérieur, et non comme un levier susceptible d'apporter les changements escomptés à l'intérieur des sociétés africaines.

Une telle analyse nous paraît exagérée. A l'analyse des documents de base qui définissent les objectifs, les principes et les normes du MAEP, et en observant les expériences concrètes des pays pionniers, il en résulte que le MAEP s'adresse essentiellement aux maux de gouvernance politique et démocratique, de gouvernance économique, de gouvernance des entreprises et de développement socio-économique. La mise en œuvre des PAN dans les pays ayant bouclé leurs Evaluations constituera un argument de poids pour illustrer les résultats positifs apportés par le mécanisme intra africain. De plus, la lenteur observée par quelques Etats signataires dans le démarrage du processus laisse croire qu'il existe des tentatives de contournement des Evaluations et débats nationaux imposés par le MAEP.



Le MAEP est un instrument de dialogue

Le MAEP "est un instrument établi suite à un accord mutuel auquel adhèrent volontairement les Etats membres de l'Union africaine³. C'est un mécanisme d'auto Evaluation destiné

3 Au 30 juin 2008 la liste des pays membres du MAEP sont : Afrique du sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République du Congo, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Île Maurice, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Togo et Zambie.



à valoriser l'adoption de politiques, de normes et de pratiques qui conduiront à la stabilité politique, à une croissance économique accrue, au développement durable, à une intégration économique régionale et continentale accélérée grâce à l'échange d'expériences, au renforcement des méthodes et pratiques qui ont fait leurs preuves, y compris l'identification des insuffisances et la définition des besoins des pays participant en matière de renforcement des capacités.⁴

Le MAEP a donc pour ambition de fournir aux pays africains un outil novateur pouvant favoriser l'émergence d'espaces démocratiques dans le dessein de construire des sociétés plus ouvertes. En effet, « un des objectifs du MAEP dont on ne parle pas beaucoup, veut que le Mécanisme permette aux pays membres d'apprendre à dialoguer (...) Nous insistons fortement pour qu'il y ait ce dialogue et qu'il y ait un cadre de concertation entre les trois parties prenantes. C'est pour cette raison que le MAEP favorise une concertation afin que les acteurs discutent, négocient et s'entendent sur des plates-formes minimales. »⁵ Par la mise en synergie des efforts de l'Etat, du secteur privé et de la société civile, il permet d'identifier puis de solutionner les problèmes issus des domaines de la gouvernance politique et démocratique, la gouvernance économique, la gouvernance des entreprises et du développement socio-économique.

En plus du potentiel de création d'une culture de dialogue politique, qui demeure nécessaire à la construction d'un environnement de paix et à la création de fondations durables du développement de l'Afrique, le MAEP comporte d'autres avantages relatifs notamment :

- L'apport des solutions aux problèmes qui pourraient être négligés ou marginalisés
- L'accroissement de la démocratie et le renforcement des institutions nationales
- La construction d'un consensus national et la confiance politique dont on a besoin pour trouver de nouvelles solutions
- L'amélioration de l'image du continent et de ses nations auprès des investisseurs et des partenaires au développement.⁶

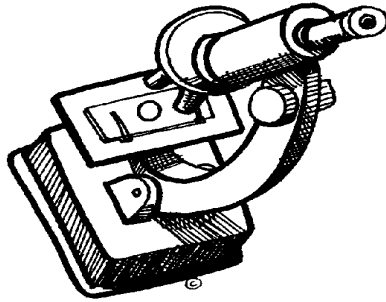
4 Document de base du MAEP, disponible sur www.nepad.org.

5 Extrait d'un entretien avec Marie Angélique Savané, membre du Panel des Éminentes personnalités, février 2005.

6 Ross Herbert et Steven Gruz, « Réussir la planification de l'Evaluation par les Pairs : un guide pour les points focaux nationaux », p.2, février 2007, Institut Sud-africain des Affaires Internationales (SAIIA).

Module IV

Quels sont les domaines identifiés par le MAEP?



Les domaines identifiés par le MAEP sont au nombre de quatre notamment la gouvernance politique et démocratique; la gouvernance économique; la gouvernance des entreprises, et le développement socio-économique.



La gouvernance politique et démocratique

Cette partie traite de l'objectif principal du MAEP qu'est la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance comme base pour la réduction de la pauvreté et de l'instauration d'un développement durable.

A cet égard, des questions ont été développées pour mesurer la participation populaire et l'égalité politique – principes fondamentaux d'une société démocratique. Ces questions sont réparties en trois grandes composantes, c'est-à-dire :

- Un cadre défini où les citoyens jouissent des mêmes droits et où il y a un consensus sur un instrument constitutionnel de souveraineté;
- La mise en place d'un gouvernement représentatif et responsable;
- Un secteur privé fort et capable de jouer un rôle important dans le développement autoentretenu
- Une société civile renforcée.



La gouvernance économique

La bonne gouvernance économique y compris la transparence dans le domaine de la gestion financière sont les éléments essentiels pour promouvoir la croissance économique durable et réduire la pauvreté. La promotion de l'efficacité du marché, le contrôle du gaspillage dans les dépenses publiques, l'utilisation efficiente des ressources naturelles, la consolidation de la démocratie et l'encouragement du flux des capitaux vers le secteur privé sont les aspects cruciaux des efforts visant à réduire la pauvreté et à encourager le développement durable sur le continent.

La Gouvernance Économique se focalise sur les objectifs suivants :

- La promotion des politiques macro-économiques qui soutiennent le développement durable;
- La mise en œuvre par le gouvernement de politiques économiques transparentes prévisibles et crédibles;

- La promotion d'une gestion saine des finances publiques;
- La lutte contre la corruption, les drogues et les stupéfiants et le blanchissement d'argent;
- L'accélération de l'intégration régionale par la participation aux politiques d'harmonisation monétaire, commerciale et d'investissement entre les pays participants.



La gouvernance des entreprises

La gouvernance des entreprises est un système dans lequel les entreprises sont dirigées, contrôlées et ont l'obligation de rendre compte. Elle touche à toutes les formes d'entreprises dans les secteurs privé et public.

Une bonne gouvernance des entreprises est marquée par sept traits distinctifs, à savoir : la discipline, la transparence, l'indépendance, l'obligation de rendre compte, l'équité et la responsabilité sociale. Cinq objectifs d'ordre général servent de guide à la réforme de la gouvernance des entreprises en Afrique. Ces objectifs sont :

- La promotion d'un environnement favorable et d'un cadre réglementaire efficace pour les activités économiques;
- Le comportement des entreprises comme de bons citoyens sociaux eu égard aux droits de l'homme, à la responsabilité sociale et à la durabilité de l'environnement;
- La promotion de l'adoption des codes de bonnes éthiques d'affaires dans la réalisation des objectifs de la société;
- Le bon comportement des entreprises envers leurs parties prenantes y compris les actionnaires, les employés, les communautés et les fournisseurs;
- Le renforcement de la responsabilité des entreprises, des directeurs et des cadres supérieurs.



Le développement socio-économique.

Le développement socio-économique implique, dans le cadre précis du NEPAD, l'amélioration continue du bien-être et du niveau de vie du peuple.

Le module du développement socio-économique a pour intention de souligner les efforts déployés et le progrès accompli dans la conception des politiques appropriées et des mécanismes de prestation de services dans les domaines clefs de développement social.

Des questions ont été posées sur les efforts déployés par toutes les parties prenantes dans le pays pour atteindre les objectifs socio-économiques qui sont les suivants :

- Promouvoir l'auto-dépendance et renforcer les capacités pour un développement durable;
- Accélérer les objectifs socio-économiques pour atteindre un développement durable et la réduction de la pauvreté;
- Renforcer les politiques, mécanismes de prestation de services et les rendements dans les domaines clefs de développement social y compris l'éducation pour tous, la lutte contre le VIH\Sida et d'autres maladies

transmissibles;

- Veiller à l'accès abordable de tous les citoyens surtout des pauvres à l'eau, à l'énergie, aux finances (y compris les micro-finances), aux marchés et à la TIC;
- Faire du progrès vis-à-vis de l'égalité de genre, en particulier de l'accès à l'éducation pour les filles à tous les niveaux ; et
- Encourager la participation élargie au développement de toutes les parties prenantes à tous les niveaux.

Pour atteindre tous les objectifs de développement socio-économique, la participation élargie de toutes les parties prenantes à tous les niveaux s'avère nécessaire.

Module V

Comment la société civile devra-t-elle s'impliquer davantage dans le MAEP?

Plaider en faveur d'une implication de la société civile dans le MAEP n'est pas une gageure et encore moins une tentative d'usurpation. Il s'agit plutôt de reconnaître son rôle vital dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement. C'est pour cette raison que les directives du MAEP stipulent clairement ceci : « Le processus du MAEP est conçu de façon à être ouvert et à favoriser la participation de tous. Un processus de participation permettra au MAEP d'engager des partenaires clés qui faciliteront les échanges d'informations, les dialogues nationaux sur la bonne gouvernance et les programmes socio-économiques; ainsi sera accrue la transparence des processus de décisions et bâtie la confiance en la poursuite des objectifs de développement national »⁷.

Cependant, pour que sa pleine participation en tant qu'acteur majeur soit assurée, trois points essentiels doivent être observés. Il s'agit de la préparation en amont, de l'implication d'un large spectre de composantes de la société civile et de la nécessité de s'engager dans toutes les phases du processus.



Se préparer en amont : leadership, ne pas attendre le gouvernement

L'un des grands enseignements que peut tirer la société civile des expériences des pays pionniers est la nécessité de jouer un rôle de leadership dans le processus du MAEP et ce, en amont du démarrage officiel des Evaluations nationales. Il s'agit de ne pas attendre l'invitation du gouvernement pour commencer à envisager ou planifier le rôle de la société civile dans le MAEP. Dans un tel cas, il est évident que les rapports de force seront défavorables aux OSC, que le temps limite les possibilités d'une bonne planification étant donné que les acteurs publics en charge du processus national auront préalablement défini les règles du jeu. Par conséquent, les OSC dont les Etats sont signataires du MAEP, doivent commencer à s'organiser pour relever le défi de la participation de la société civile dans la longue et difficile marche du MAEP.

⁷ Directives du MAEP.

A cet égard, il est important de souligner que dans des pays francophones comme le Sénégal, le Mali, le Bénin, la république du Congo, pour ne citer que ceux-là, des OSC ont préalablement entrepris des activités d'information et de formation dans le dessein de créer les conditions favorables à leur engagement dans les Evaluations nationales. De manière générale, ces activités avaient pour but de :

- Se familiariser avec le MAEP en informant et formant les acteurs de la société civile de ces pays;
- Tirer des enseignements de l'expérience des OSC des pays pionniers;
- Créer des cadres de concertation entre OSC intéressées par le MAEP;
- Assurer une implication large et qualitative de la société civile au futur processus du MAEP.

De ces expériences, il ressort que la préparation des OSC au MAEP permet de créer et/ou de renforcer les cadres de concertation de la société civile. Ce travail préparatoire a le mérite de permettre à la société civile d'affronter les divergences internes afin de développer une position commune avant de s'engager pleinement dans la mise en œuvre du processus.



Convaincre un large spectre d'OSC nationales

Le MAEP est un processus long, complexe, technique et coûteux. Seule une division stratégique du travail peut permettre aux OSC de bien mener leur travail. Elles pourront dès lors identifier les acteurs pertinents, qui en fonction de leurs capacités sont en mesure de jouer des rôles bien définis. A l'évidence, toutes les composantes de la société civile n'ont pas les mêmes ressources intellectuelles et matérielles. Une concertation en amont entre OSC pourrait permettre d'identifier :

- celles capables d'être membres ou de diriger la CNG;
- celles qui s'emploient à la sensibilisation et à la vulgarisation du MAEP sur une large échelle. A ce niveau, les OSC leaders impliquées peuvent par exemple –identifier les traducteurs et les interprètes en langues nationales; et de cibler (au besoin les former) des acteurs capables de rendre compte du MAEP dans un langage simple et accessible à tous.



S'engager dans toutes les phases du processus.

Cette préparation en amont doit se traduire par un engagement total de la société civile tout au long du processus. Après cette phase de préparation, la société civile doit exiger une place centrale dans la **constitution de la CNG**. Cette exigence est le gage le plus probant de la reconnaissance de la société civile comme acteur crucial et garantit amplement la crédibilité du processus. L'expérience ghanéenne est à cet effet une illustration pertinente de la nécessité d'intégrer la société civile au plus haut niveau du processus.



S'impliquer dans le suivi du plan d'action

Le MAEP ne prend pas fin dès la publication du REN. La société civile doit envisager un plan stratégique visant à assurer le suivi des recommandations formulées. Elle doit continuer à faire pression sur le gouvernement pour veiller à l'application des solutions. Pour ce faire, elle doit maintenir le cadre de concertation sur le MAEP afin de :

- Créer un contre-pouvoir efficace dans le but de contraindre les parties prenantes à respecter les engagements contractés dans le PAN. La mobilisation de la presse et la tenue d'activités d'informations sur une base régulière peuvent y contribuer grandement.
- Faire le suivi du PAN et en rendre compte. Ce suivi est important aussi bien pour les OSC elles-mêmes que pour les populations;
- Mobiliser les ressources de la société civile dans l'exécution du PAN. C'est une occasion de poser les OSC comme forces de transformations politique et sociale;
- Encourager le secteur privé à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du PAN;
- Institutionnaliser les bonnes pratiques qui ont fait leurs preuves lors des Evaluations nationales;
- Faire l'évaluation de l'impact des PAN;
- Faire l'évaluation de la contribution de la société dans tout le processus.

Niveaux relatifs d'engagement des parties prenantes (stakeholders) dans le processus

PHASES ACTEURS	Sensibilisa- tion	Consulta- tion	Evalua- tion	PAN	Mise en œuvre	Suivi du PAN	Evalua- tion du PAN
Gouvernement	++	+++	++	+++	+++	+++	++
Institutions Partenaires : niveau national	+	++	+++	+++	++	++	+
OSC	+++	+++	+++	++	+++	+++	+++
Secteur privé	+	+++	++	+++	+++	+++	++
Média	+++	+++	++	++	+	+++	+++
Parlement	++	++	+++	+++	+++	+++	+++

Source : présentation de Kojo Busia (CEA) actualisée par l'auteur.

Note: + = engagement limité requis; ++ = engagement actif requis; +++ = acteur central dans ce processus

Veuillez noter que dans les faits, le niveau d'engagement des différents acteurs nationaux peut varier d'un pays à un autre dépendamment des circonstances particulières. Plus qu'une représentation de niveaux absolus d'engagement, ce diagramme fournit uniquement une indication des niveaux relatifs d'engagement requis pour chaque partie prenante par rapport aux autres acteurs.

Module VI

Quelles sont les difficultés potentielles pour la société civile en vue de s'impliquer davantage dans le MAEP et comment les éviter?



1 Les craintes des gouvernements

Il existe des craintes réelles au niveau des gouvernements signataires du MAEP lorsqu'ils doivent lancer la phase de mise en œuvre du processus au niveau national. Il s'agit d'une part de la crainte de l'utilisation politique du mécanisme par les partis d'opposition et par la société civile pour décrédibiliser les actions menées par le régime en place. D'autre part, les Etats qui connaissent un niveau de mauvaise gouvernance élevé, craignent que les Evaluations introduisent ou renforcent les conditionnalités à l'aide fournie par la communauté internationale et les bailleurs de fonds. Cette double situation entraîne donc une politisation du processus faisant en sorte que plusieurs Etats perçoivent le mécanisme comme un plan de relations publiques devant seulement leur permettre de gagner la confiance des investisseurs, des partenaires au développement et de leurs pairs africains. Face à de telles appréhensions, une approche responsable, constructive et non partisane de la part des OSC peut amener les décideurs politiques à créer les conditions favorables à un dialogue national en faveur de la bonne gouvernance et du développement socio-économique.



2 La désorganisation/dispersion de la société civile

S'il est vrai que les OSC, à travers maintes occasions, ont démontré leur capacité d'organisation et de mobilisation pour des intérêts nationaux, force est d'admettre que dans certaines circonstances la désorganisation et la dispersion ont été des blocages majeurs empêchant de faire avancer des causes importantes. Cet état de fait est dû à la prolifération des composantes de la société civile, à l'éclatement des domaines d'action, aux divergences philosophiques ou idéologiques et souvent à leur dispersion géographique⁸. A cela s'ajoute le manque de cadres de concertation et de dialogue entre OSC au niveau national, pour harmoniser les positions et tenter de développer des vues communes sur des questions majeures. Le paradoxe est pourtant saisissant lorsque l'on observe le nombre important de structures nationales ayant en charge la coordination des actions entre membres. La réalité est que trop souvent ces structures sont des agrégats sans consistance. Au-delà de leur existence juridique et administrative, elles éprouvent des difficultés à être opérationnelles et de réunir leurs adhérents autour d'une table. Dans les cas où ces structures sont fonctionnelles, elles pourraient servir de puissant levier pour impulser la dynamique de travail en faveur d'une forte implication des OSC dans le MAEP. Dans le cas contraire, il urge de les rendre opérationnelles pour leur donner de la vitalité, de la cohérence et de la capacité politique afin de faire entendre la voie de leurs citoyens dans le processus.

8 Il faut noter que dans la quasi généralité des pays africains, les OSC sont concentrées en zone urbaine et plus particulièrement dans les capitales nationales.



Les luttes de positionnements

L'absence de cadres de concertation et de travail entre OSC face à l'énorme défi de l'éclatement de ses composantes rend difficile la capacité d'influencer des initiatives aussi décisives que celle du MAEP. Lorsqu'à cela s'ajoute les tentatives de manipulation des pouvoirs publics, qui attisent et nourrissent ces antagonismes entre OSC, il en résulte un affaiblissement de la société civile au détriment des enjeux majeurs qui doivent être débattus et solutionnés. De plus, d'autres facteurs comme celui de la rémunération des leaders de la société civile peuvent accroître ces luttes de positionnements. Par exemple dans le cas du Kenya, les honoraires attribués aux membres de la commission nationale de la gouvernance ont été des sources de tensions majeures ayant occasionné des suspensions, des injures et des dénonciations publiques au motif que certains acteurs s'enrichissaient au nom de la société civile.

De toute évidence, il est illusoire, voire même utopique de penser qu'une résolution définitive de la question des luttes de positionnements est envisageable. Cependant, plusieurs expériences nationales ont démontré que la dynamisation des cadres de concertation et de travail, sur la base de règles et de procédures claires et transparentes peuvent considérablement en limiter les effets. Lorsque l'information est collectivement partagée, les rôles clairement définis et les attentes bien connues, l'on construit les bases du respect et de la confiance entre acteurs. Ces attitudes étant indispensables pour créer les synergies souhaitées dans le cadre du MAEP.



La crédibilité des personnes et des organisations agissant au nom de la SC

Certes le MAEP est un processus transparent, inclusif et participatif. Néanmoins, il demeure exigeant, complexe, technique et éprouvant (épuise les énergies et les ressources). Par conséquent, il requiert que des personnes et des organisations intellectuellement et matériellement outillées en assurent le leadership. L'exemple du Ghana l'illustre de belle manière. Si la société civile a pu s'impliquer et mieux, piloter le processus à travers le NGC, c'est sans doute à cause de l'expertise, de la compétence et de la probité intellectuelle et morale de ses représentants.

Ce point revêt une importance capitale. En effet, l'on peut dans les dispositions réglementaires et dans les faits assurer une représentation quantitative de la société civile dans les structures nationales en charge des Evaluations. Cependant, si ses leaders n'ont pas l'envergure et les capacités requises, le rapport de force intellectuel et politique sera en faveur des pouvoirs publics, qui disposent de ressources importantes, et peuvent tirer profit d'une telle situation.



Le manque de ressources

Les expériences des pays pionniers et de ceux qui sont en phase de préparation ont démontré que le MAEP est un exercice long et coûteux. Il nécessite que d'importantes ressources intellectuelles et financières soient mobilisées. L'animation des cadres de concertation et de travail, l'organisation des séances d'information, la participation à l'exercice d'auto-évaluation, les ateliers de formation, les tâches de secrétariat de

tout ordre, entre autres, sont autant d'éléments qui épuisent les maigres ressources dont disposent les OSC. C'est pour cette raison que les OSC désireuses de s'impliquer dans le MAEP, doivent bien en amont, être conscientes de ce fait et par conséquent entreprendre une claire politique de mobilisation de fonds afin que leur participation entière aux Evaluations ne soit pas compromise par l'absence ou l'insuffisance de ressources.



La lourdeur des réseaux de concertation

L'examen des réseaux d'OSC dans plusieurs pays ayant adhéré au MAEP a révélé qu'en réalité, rares sont ceux qui sont effectivement fonctionnels. Quelques raisons peuvent être avancées pour expliquer ce fait. Il s'agit d'abord de la lourdeur des structures mises en place, dont le fonctionnement requiert du personnel en nombre, des ressources financières conséquentes et une bonne gestion de la coordination entre membres.



Les obstacles liés à la complexité et à la technicité du processus

Comme le notent les experts et les acteurs des pays déjà évalués, le MAEP est un processus complexe et très technique. La structuration des étapes, les niveaux de compétences, le grand nombre des acteurs continentaux et nationaux impliqués, la lourdeur du questionnaire, etc., sont autant de facteurs qui limitent la compréhension du MAEP, et du coup les chances d'une participation qualitative aux Evaluations nationales.

C'est pour cette raison que les OSC impliquées dans le MAEP doivent tenir compte de la complexité et de la technicité du MAEP et à cet effet entreprendre de le simplifier pour le compte de leurs membres et pour les populations de manière générale. L'enjeu est de favoriser une participation démocratique au processus du MAEP, faute de quoi il restera un mécanisme aux mains des experts et des gouvernants. Dans ce cadre, les média doivent être un acteur déterminant dans la vulgarisation des techniques, l'information et l'éducation des citoyens afin de les familiariser aux différents aspects techniques du mécanisme.

Module VII

Comment identifier les niveaux de pouvoirs afin de mieux les influencer?



1 Le gouvernement

Le gouvernement occupe une place centrale dans le dispositif du mécanisme, tel que formulé dans ses documents de base. Ceci lui donne une avance stratégique conséquente. Rappelons que bien avant que le processus ne soit officiellement lancé au plan national, le Panel et le secrétariat continental entrent en communication avec le gouvernement du pays à évaluer pour lui demander de mettre en place les structures nécessaires et les dispositions requises. A ce niveau, si la société civile n'est pas informée, par conséquent ne disposant pas en avance d'un plan stratégique définissant clairement son rôle dans le processus, il est vain de penser qu'elle pourra influencer le processus.

C'est pour cette raison, que la planification en amont est plus que nécessaire. Il s'agit d'entrer en contact, dès que le pays adhère au mécanisme, avec les autorités gouvernementales compétentes pour définir clairement les rôles des uns et des autres. Il ne faut pas attendre le lancement officiel et être invité pour prendre part. Il faut également démontrer la volonté de la société civile de participer au processus, et ce à tous les niveaux. Mais cette démarche est des plus délicate. Elle exige une capacité politique bien élaborée. La société civile doit démontrer dès cette phase, et tout au long du processus, un sens aigu de la négociation. Il lui appartient de négocier, de rassurer et de convaincre les gouvernants. En bref, de s'inscrire dans une dynamique de partenariat reposant sur une complémentarité d'expériences, de compétences et de légitimité. Le dit partenariat doit se faire sur la base d'une reconnaissance mutuelle, du respect et de la confiance. Les suspicions qui caractérisent généralement les relations entre Etat et société civile, sont des obstacles à la coopération. En effet, « toute coopération et alliance ne peut cependant se construire sur la seule lecture des problématiques, des enjeux et des acteurs. Construire un partenariat, c'est en effet d'abord se rencontrer et partager, montrer ses forces et faiblesses respectives, ses intérêts et finalités, dévoiler ses perceptions réciproques. C'est finalement exprimer les représentations particulières au sujet d'un contexte, d'une problématique, d'une alliance, d'autres acteurs »⁹.



2 Le Panel

Dans un certain nombre de pays, la réaction du Panel à la première auto-évaluation nationale du MAEP, fut que le processus est fortement dominé par les acteurs gouvernementaux, faisant ainsi très peu de place à la société civile. Force est d'admettre que le Panel a, à travers cet épisode, démontré toute sa neutralité et sa crédibilité. Dès lors, il appartient à la société civile d'interpeller le Panel lorsque

9 Carlos Cubillos et Frédéric Apollin, " Renforcement de la société civile et politiques d'alliances et partenariat ", Traverses no.14, Les éditions du groupe Initiatives, VSF&Cicda, Juin 2004, p.10.

les possibilités de négociations avec l'Etat sont épuisées. Elle peut le faire lors de la mission d'Evaluation des experts. Pour ce faire, les OSC doivent être informées des séjours de la personne éminente en charge de la supervision du mécanisme au niveau national pour pouvoir présenter les vues de la société civile.



Le Secrétariat continental du MAEP

Pour empêcher que le processus soit manipulé par les acteurs Etatiques, les OSC dont les pays sont signataires peuvent, si elles en ont les ressources, la légitimité et l'expertise requise dresser une liste d'experts nationaux, d'institutions techniques nationales à soumettre au Secrétariat bien avant le démarrage effectif du processus au niveau national. Les OSC peuvent également soumettre un exposé documenté de leurs attentes.



Les experts indépendants africains

C'est sur ces acteurs que repose, en grande partie, la crédibilité du MAEP. Ils ont en charge la collecte des données nécessaires au montage des rapports d'Evaluation. Eu égard à leur rôle décisif, la société civile doit leur faire part de ses prises de position, de préférence par écrit. Pour ce faire, elle doit se préparer en amont pour documenter rigoureusement ses arguments sur les questions relatives aux quatre domaines identifiés par le MAEP. Dans les faits, cela peut s'avérer difficile étant donné que les experts séjournent dans le pays évalué pendant une période limitée et qu'ils doivent sillonner toute les régions du pays. De surcroît, leur agenda est bien souvent rempli bien avant leur arrivée dans le pays en question. Par conséquent, il importe pour la société civile d'anticiper en tachant de connaître les dates de séjours des experts et de prendre des rendez-vous à l'avance.



Les commissions nationales de gouvernance

C'est certainement à ce niveau que se joue toute la crédibilité du MAEP. Pour cette raison, la société civile doit rigoureusement veiller à y être représentée quantitativement et qualitativement. Il faut tout de même noter que seule une planification en amont peut permettre de faire face à ce défi. En l'absence d'un travail en amont entre OSC nationales, la composition de la CNG peut être établie par les acteurs gouvernementaux. Ceux-ci risquent d'y faire figurer des OSC dont les vues sont proches, pour ne pas dire identiques à celles du gouvernement. Or, si le MAEP prend cette tournure, il lui sera impossible d'apporter une quelconque avancée en matière de gouvernance et de développement.



La société civile, convaincre un large spectre des OSC au niveau national

Pour que le MAEP favorise une participation large et démocratique, il est indispensable qu'il soit connu et véhiculé par plusieurs OSC. Il appartient donc aux leaders d'impliquer toutes les composantes de la société civile. Celles-ci peuvent ainsi apporter au MAEP une portée populaire. Lorsqu'un grand nombre d'OSC est informé des enjeux et des

implications du MAEP, cela peut servir de moyen de pression sur l'Etat pour que les exigences de transparence et de crédibilité soient assurées.

Cependant, la mobilisation de la société civile doit se faire sur la base d'une division rationnelle du travail. Les OSC impliquées dans le MAEP doivent le faire sur la base de leurs capacités, en ayant une claire conscience de leurs forces et de leurs limites objectives. Ainsi, les cadres de travail et de concertation entre OSC nationales constituent le lieu indiqué pour débattre des questions stratégiques relatives à l'implication de tous. Ces cadres plutôt que de débattre de certaines positions insurmontables entre OSC doivent procéder à une claire répartition des tâches tenant compte des ressources et des expertises des uns et des autres.



La presse

Pour que l'exercice du MAEP soit une réussite, il est important de plaider en faveur d'une plus grande implication de la presse dans les Evaluations. Dans l'optique de vulgariser le MAEP et d'assurer une totale implication des populations, la presse est un levier essentiel, dans la diffusion de l'information. Dans le traitement de l'information en langues africaines, elle dispose des moyens qui lui permettent d'atteindre un large public. A ce niveau, la société civile doit impliquer la presse officielle et populaire, notamment les radios communautaires, qui émettent en langues nationales.

Par ailleurs, il est à reconnaître qu'en l'absence d'une politique de communication claire et cohérente de la part du Secrétariat du MAEP, la presse est jusqu'à maintenant l'une des rares sources d'informations qui permet aux différents acteurs ainsi qu'à l'ensemble du public de suivre les déroulements pratiques des Evaluations dans les pays concernés.

Une implication de la presse dans le processus du MAEP peut comporter l'avantage de mobiliser un contre-pouvoir efficace contre les éventuelles tentatives de manipulation du MAEP par les pouvoirs publics. En effet, la presse africaine contribue de plus en plus à la formation d'opinions publiques capables de limiter les dérives en tout genre des pouvoirs Etatiques.

De même, elle peut permettre de sensibiliser les opinions nationales sur les impacts positifs du MAEP, sur la démocratie et le développement du pays. Dans un communiqué datant de juillet 2005, le Directeur exécutif du Secrétariat du MAEP, Bernard Kouassi mentionnait que : « Le Secrétariat est de l'opinion que la presse joue un rôle crucial dans l'appui du processus du MAEP et dans la diffusion au public de l'information exacte. La presse peut et devrait informer la masse sur les aspects positifs du processus et souligner les très bons développements positifs qui se produisent dans le continent africain ... Le Secrétariat espère que la presse donnera son appui au MAEP en essayant au moins de servir de vitrine aux pratiques d'excellence et de compléter ses efforts pour améliorer la gouvernance en Afrique. »¹⁰

Au Mali, dès le lancement de la revue d'Evaluation, la CNG a organisée une séance d'information et de formation pour expliquer à la presse nationale les tenants et les aboutissants du MAEP. Cette expérience peut être identifiée comme une bonne pratique dans la mesure où elle peut faciliter une compréhension commune.

¹⁰ NEPAD, " Communiqué du Secrétariat du MAEP ", Juillet 2005, disponible sur www.nepad.org, consulté le 02 août 2005.

Encore une fois, le MAEP doit être compris comme un exercice visant à identifier les systèmes de bonne et de mauvaise gouvernance. Sans cette démarche, la presse peut compromettre les chances de voir les gouvernements en place favoriser des Evaluations transparentes et crédibles.

Toujours dans le cas malien, les OSC impliquées dans le MAEP ont, dans le cadre de leurs campagnes de sensibilisation nationale, développé des feuillets en langues nationales (Bamana et Fula) afin de les distribuer aux médias locaux. Ce travail résulte de la vive demande exprimée par des associations de femmes de Koulikoro, qui ont exigé à ce que les débats soulevés dans le cadre du MAEP se fassent en langues nationales. Cette démarche a eu pour effet de susciter l'intérêt de plusieurs associations locales des régions de Koulikoro, de Ségou et de Mopti. Les journalistes des régions, notamment ceux des organes communautaires, ont pu se joindre aux animateurs des ONG de Bamako pour faciliter une plus forte adhésion populaire aux campagnes de sensibilisation.



Les parlementaires

Les parlements africains sont dans plusieurs initiatives laissés en marge des processus de décision et de mise en œuvre des politiques nationales. Très souvent, ils ne sont hélas sollicités que lorsque des adoptions ou des modifications de textes ou de lois sont exigés par les pouvoirs en place. Or les parlementaires disposent d'une légitimité politique et siègent dans l'une des plus importantes institutions nationales. Le parlement est un lieu où plusieurs décisions importantes affectant la vie des citoyens sont prises. Une telle institution ne saurait donc être en marge des initiatives qui visent à instaurer une bonne gouvernance au niveau national.

C'est conscient de cette réalité et des diverses contributions que les parlements sont en mesure d'apporter à la réalisation des objectifs du NEPAD, que diverses personnalités ont créé le Forum des parlementaires africains pour le NEPAD (FPA/NEPAD) : « afin d'approfondir le débat démocratique, la bonne gouvernance économique, politique et sociale », en faisant « du Forum des Parlementaires Africains pour le NEPAD, un cadre de réflexion, de concertation, de débats, d'initiatives, de propositions, d'engagement et de soutien aux efforts en cours pour la réalisation des objectifs fixés dans le programme de l'Union Africaine ». A cet effet, « le Forum recommande à tous les Parlements nationaux et régionaux de se doter, chacun selon sa spécificité organisationnelle, de groupes parlementaires NEPAD chargés du suivi des travaux du Forum »¹¹.

La société civile doit associer les parlements dès le début du processus, dans un environnement où le risque d'un pouvoir exécutif omniprésent existe ou risque de l'être, dans la mise en œuvre du MAEP. A cet effet, elle peut :

- Sensibiliser les élus sur le bien fondé du MAEP;
- Éduquer/informer les élus sur le contenu du MAEP et leur rôle tout au long du processus;
- Plaider en faveur de la présence de parlementaires dans les commissions nationales de gouvernance;

¹¹ Forum des parlementaires africains pour le NEPAD (FPA/NEPAD), <http://www.parlanepad.org/fr/Actualites>, consulté le 16 juillet 2005.

- Convaincre les parlementaires de participer activement à l'auto-évaluation en transmettant leurs points de vue par écrit et organisant des séances de rencontres avec les experts indépendants;
- Convaincre les parlementaires de s'impliquer dans la mise en œuvre des PAN, leur suivi et Evaluation.



Les pouvoirs souvent oubliés : Sénat (système français), le conseil économique et social, le pouvoir judiciaire, etc.

Dans son dessein d'influencer positivement le processus du MAEP, la société civile peut et doit identifier tous les acteurs et institutions pertinentes au niveau national. Au niveau des acteurs, l'on peut tenter de mobiliser des fonctionnaires ou des experts à la retraite pour les impliquer à divers niveaux. Ils peuvent par leurs expériences servir de personnes ressources aux acteurs de la société civile. En ce qui concerne les institutions, souvent masquées ou marginalisées par l'omniprésence du pouvoir exécutif, à savoir les Sénats, les Conseils économiques, sociaux et culturels, le pouvoir judiciaire, pour ne citer que celles-ci, elles peuvent jouer un rôle majeur dans les Evaluations nationales. Les OSC, en ayant cela à l'esprit, peuvent trouver des alliés de taille dans la lutte pour la promotion de la bonne gouvernance et le développement socio-économique. Cette démarche peut comporter l'avantage de minimiser les manquements pouvant résulter de la carence de ressources et de capacités.



Les partenaires au développement présents sur l'échiquier national

De manière générale, l'on observe une attitude attentiste de la part des partenaires au développement. Certains émettent des doutes sur l'apport du MAEP dans la promotion de la bonne gouvernance. La société civile peut convaincre ses partenaires d'appuyer les efforts du MAEP. Ceux-ci doivent être particulièrement impliqués dans la mise en œuvre des plans d'actions nationaux, pour apporter des contributions tangibles aux efforts entrepris par les pays africains en faveur de la bonne gouvernance et l'amélioration du niveau de développement socioéconomique.

Il faut noter cependant qu'aux yeux de bien des experts, il convient de limiter la contribution au seul domaine des PAN. En effet, ils craignent que l'immixtion de ces acteurs dans l'ensemble du processus n'aboutisse d'une part à des formes de conditionnalités. D'autre part, elle peut compromettre la dimension de dialogue national. L'argument avancé est que le MAEP est et doit rester un mécanisme africain, piloté, subi et accepté par les africains.

Enfin, la contribution des partenaires au développement peut contribuer à résoudre le lancinant problème de duplication des actions menées sur le terrain.

Module VIII

Que retenir de l'expérience des pays pionniers ?

« Prendre l'initiative et adopter une bonne planification garantit la crédibilité du processus et assure la prise en compte des intérêts de la SC »



Que retenir de l'expérience des pays pionniers?

De ce qui ressort des expériences des pays pionniers (Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Ghana, Kenya et Rwanda), il apparaît nettement que la société civile doit prendre l'initiative dans le processus du MAEP pour assumer pleinement son rôle. Étant entendu que le processus est complexe et technique, seul un véritable leadership permet de garantir la crédibilité du processus et la défense des intérêts de la société civile. Deux raisons importantes peuvent aussi justifier la nécessité du leadership de la société civile. Il s'agit de :

- Créer des cadres de concertation devant permettre de débattre de la meilleure planification possible pour les OSC intéressées;
- Empêcher le risque de manipulation du processus de la part des représentants du gouvernement.

Cette planification doit :

- Amener les représentants des OSC à adopter une position commune sur la nature et les formes d'engagement de la société civile dans le MAEP;
- Identifier les priorités pour chaque domaine répertorié par le MAEP;
- Soumettre à la CNG, au Panel, à l'équipe des experts et aux ITR un rapport détaillé et argumenté qui présente les attentes et les arguments de la société civile par rapport au processus;
- Envisager les conditions de possibilités d'une meilleure représentativité de la société civile au sein de la CNG;
- Adopter pour les OSC elles-mêmes des cadres de travail souples et opérationnels;

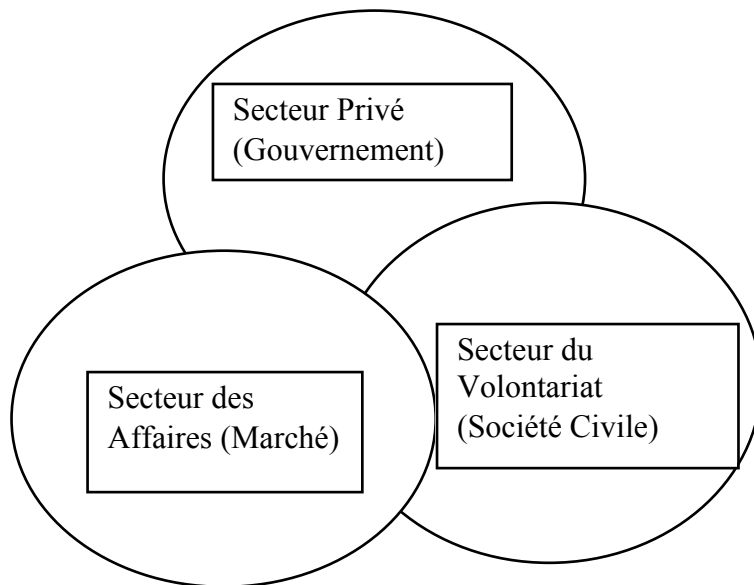
Le MAEP est intrinsèquement une initiative stato-centrée, promue par des chefs d'Etat et de gouvernements africains qui s'engagent à mobiliser leurs efforts et leurs ressources en faveur du développement de l'Afrique. Par conséquent, la responsabilité première de sa réussite relève d'abord des dirigeants politiques africains. L'on espère que les auto-évaluations et la revue par les pairs vont nécessairement conduire à l'adoption des principes d'imputabilité et de transparence, qui constituent le socle de la bonne gouvernance.

Le processus de mise en œuvre du MAEP commence toujours par la désignation gouvernementale d'un point focal MAEP. C'est progressivement que le MAEP établit un cadre de participation et de partenariat impliquant le secteur privé et la société civile et l'ensemble des acteurs de développement. C'est pour cette raison que la société civile doit pleinement assumer son rôle en sensibilisant les citoyens, en prenant une part active aux consultations et aux Evaluations, en participant à l'élaboration, à l'exécution, au suivi et à l'Evaluation des PAN. Cependant, la société civile au même titre que le secteur privé et l'Etat doit s'efforcer de comprendre le MAEP comme un exercice nécessitant le partage des responsabilités qui requiert des stratégies et des mécanismes opératoires.

En tant qu'exercice collectif d'auto-évaluation, le processus du MAEP doit aider à éradiquer la culture politique du *Nous* versus *Eux*. Celle-ci est destructive et empêche toute possibilité de dialogue pouvant permettre l'émergence de synergies collectives. En s'engageant dans le MAEP, la société civile doit se situer dans une démarche d'engagement positif et constructif et non camper sur une traditionnelle position faite de condamnation et de radicalisation systématique. Car en définitive, le MAEP recèle une réelle possibilité de transformation politique. De ce fait, en s'y impliquant, elle doit être en mesure de saisir la collaboration et la coopération là où cela est possible, et adopter la confrontation là où cela demeure nécessaire. Ces deux attitudes ne doivent pas être mutuellement exclusives, car en dernière instance la collaboration et/ou la confrontation s'avèrent indispensables dans le processus de création de sociétés démocratiques.

Pour assumer le rôle de facteur de transformation politique qu'on attend de lui, le MAEP doit veiller à la participation de toutes les parties prenantes à toutes les étapes du processus. L'enjeu étant de déboucher sur des voies permettant l'institutionnalisation de structures et de processus participatifs, qui peuvent bien au delà des attentes immédiates du MAEP, être érigés en systèmes de gouvernance nationale.

Figure 1: Une vue à trois dimensions de l'Etat et de la Société civile: Une vision idéale



Classification internationale des organisations à But non lucratif (ICNPO) : Groupes principaux et sous groupes

GROUPES PRINCIPAUX	SOUS GROUPES
Groupe 1 : Culture et récréation	1100 Culture et arts 1200 Sports 1300 Autres clubs sociaux et de récréation
Groupe 2 : Education et recherche	2100 Education primaire et secondaire 2200 Education supérieure 2300 Autre éducation 2400 Recherche
Groupe 3 : Santé	3100 Hôpitaux et réhabilitation 3200 Maisons des infirmiers 3300 Santé mentale et intervention dans les crises 3400 Autres services de la santé
Groupe 4 : Services sociaux	4100 Services sociaux 4200 Urgences et secours 4300 Support et maintien de revenu
Groupe 5 : Environnement	5100 Environnement 5200 Protection animale
Groupe 6 : Développement et logement	6100 Développement économique et social communautaire 6200 Logement 6300 Emploi et formation
Groupe 7 : Lois, plaidoyer et politique	7100 Organisations civique et de plaidoyer 7200 Services légaux et juridiques 7300 Organisations politiques
Groupe 8 : Promotion du volontariat et de l'intermédiation philanthropique	
Groupe 9 : International	
Groupe 10 : Religion	
Groupe 11 : Associations d'affaires, professionnelles et syndicales	
Groupe 12 : Classifiées nulle part	

Source: Global Civil Society: An Overview by Lester M. Salomon, S. Wojciech Sokolowski and Regina List, JHU Press, March 2003. <http://www.jhu.edu>

Cette déclaration a été élaborée et adoptée au séminaire sur le MAEP à l'intention des OSC francophones, organisé par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique en collaboration avec Partenariat Afrique Canada, à Douala du 25 au 27 juin 2007.

DÉCLARATION DE DOUALA

Nous, représentants des organisations de la société civile africaine, originaires de huit pays africains francophones, ayant adhéré au MAEP ou en voie de l'être, réunis dans le cadre de l'atelier de formation pour les organisations de la société civile sur le MAEP organisé par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en collaboration avec Partenariat Afrique Canada (PAC), tenu à Douala (Cameroun) du 25 au 27 juin 2007 sur le thème « la participation des organisations de la société civile dans le processus du Mécanisme d'Évaluation intra-africain-MAEP »,

- Ayant examiné les défis du MAEP et les potentialités de sa contribution au renforcement de la bonne gouvernance ;
- Ayant suivi les expériences nationales des évaluations du MAEP et le rôle significatif joué par les organisations de la société civile dans ces évaluations notamment celles du Ghana, du Kenya, de l'Île Maurice, du Rwanda et du Bénin ;
- Reconnaissant que le MAEP est en mesure d'apporter une contribution pertinente à la promotion de la bonne gouvernance et à l'avènement d'une culture de dialogue politique en Afrique ;
- Réaffirmant que le succès du MAEP dépend nécessairement de l'implication large et qualitative de la société civile africaine dans l'ensemble du processus d'évaluation et de mise en œuvre des plans nationaux ;
- Considérant que le MAEP est le pilier le plus important du NEPAD, et un levier indispensable pour la promotion et la consolidation de la bonne gouvernance en Afrique ;

Avons convenu de renforcer le réseau des OSC sur le MAEP constitué à Addis-Abeba en janvier 2006 et demandons à la CEA et à PAC de faciliter la coordination de ce réseau ;

Recommandons:

Aux gouvernements africains

1. d'adhérer au MAEP et d'en accélérer le processus de mise en œuvre effective dans leurs pays respectifs ;

2. de favoriser l'appropriation du MAEP par la population et d'y affecter les ressources financières nécessaires de manière à ce qu'il demeure un instrument africain au service des intérêts africains ;
3. d'impliquer l'ensemble des institutions étatiques en particulier le Parlement et le Conseil Économique et Social dans toutes les étapes du processus d'évaluation ;
4. de mettre en place les commissions nationales de gouvernance indépendantes ;
5. d'impliquer pleinement la société civile et le secteur privé dans les commissions nationales de gouvernance chargées de la gestion du processus d'évaluation du MAEP et dans la mise en œuvre des plans d'action ;
6. de développer à travers le Secrétariat du MAEP, une véritable politique de communication pour favoriser une bonne compréhension du processus par tous les acteurs sociaux et de développement, notamment par la mise à jour régulière du site web du MAEP et de tout autre support médiatique nécessaire pour une large diffusion du mécanisme ;

Au secteur privé africain

7. de soutenir les cadres de dialogue existants et de s'impliquer davantage dans les évaluations nationales du MAEP ainsi que dans la mise en œuvre des plans d'action ;

À la société civile africaine

8. de créer des cadres de dialogue et de concertation propres à la société civile dans le but d'identifier des objectifs communs et de planifier des stratégies devant permettre une meilleure participation dans le processus du MAEP ;
9. de renforcer la coopération avec le gouvernement, le parlement, le conseil économique et social, le secteur privé, les médias et les partenaires au développement pour permettre l'identification et l'analyse des problèmes d'intérêt national, régional et panafricain ;
10. de renforcer ses capacités techniques et institutionnelles dans les quatre domaines thématiques du MAEP à savoir : la gouvernance politique et démocratique, la gouvernance économique la gouvernance des entreprises et le développement socio économique ;
11. de développer des réseaux de travail sur le NEPAD et le MAEP entre sociétés civiles africaines ;
12. de partager et de mettre à profit les expériences acquises dans le domaine du plaidoyer et du suivi indépendant des politiques publiques nationales de développement au bénéfice des évaluations du MAEP ;

À la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique

13. de poursuivre l'accompagnement des Etats dans la promotion du dialogue national en général et du MAEP en particulier ;

14. de soutenir le réseau des organisations de la société civile africaines et les réseaux de travail sur le MAEP par :

- l'allocation de ressources pour mener à bien les activités desdits réseaux,
- l'organisation d'ateliers d'information et de formation,
- l'assistance dans la formulation de leurs projets et dans la recherche de financements adéquats.

Fait à Douala le 27 Juin 2007

Sources utiles

Commission Économique des Nations unies pour l'Afrique : www.uneca.org

Site officiel NEPAD/MAEP : www.nepad.org/aprm/

Nouveau site du MAEP : www.aprm-maep.org/

Programme des nations unies pour le développement : www.undp.org

Banque africaine de développement : www.afdb.org

Partenariat Afrique Canada : www.pacweb.org

Africa Governance, Monitoring and Advocacy Project (AFRIMAP)
www.afrimap.org

Institut sud-africain des affaires internationales : www.saiia.org.za